

AUDIENCE TPG DSF 2 et 3 décembre 2009

Suite à la création de la Section FO-DGFIP du Finistère nous tenions à rencontrer les responsables départementaux à la fois pour les informer de la mise en place de notre structure syndicale mais également pour évoquer les sujets locaux d'actualités impactant les services et les agents.

La tenue récente du CTPC national le 30 novembre dernier a confirmé une nouvelle vague de suppressions d'emplois pour les services de la DGFIP à hauteur de -2569 emplois pour 2010.

Pour le Finistère c'est une note salée de **-25 emplois (-6 Filière Publique ; -19 Filière Fiscale)** que les services de la DGFIP vont devoir « digérer » l'année prochaine.

Cette ponction s'ajoute aux **15000 suppressions nationales** depuis sept ans et aux **200 emplois supprimés sur le seul réseau Finistérien soit un véritable plan social.**

Nous avons interrogé les 2 responsables départementaux pour savoir comment ils envisageaient l'organisation des services et la poursuite du plein exercice des missions dans un tel contexte de réduction des effectifs.

Nous avons également contesté les fléchages nationaux de gains de productivité liés à des évolutions technologiques qui sont loin d'avoir démontré leur efficacité sur le terrain.

Les réponses données par le TPG et le DSF consistent à démontrer que nos inquiétudes sont exagérées puisque la majorité des indicateurs de productivité restent bons dans le département grâce à la grande conscience professionnelle des agents...!!

Nous avons rappelé que dans bon nombre d'unités, le ras le bol est à son comble, et que la seule lecture des indicateurs ne suffit pas pour justifier du bon fonctionnement des services et encore moins de la qualité des conditions de travail des personnels.

Pour FO-DGFIP, les principes budgétaires de non-remplacement de 1 fonctionnaire sur 2 (2 sur 3 à la DGFIP) vont remettre en cause les valeurs républicaines du service public à savoir : qualité, proximité, neutralité, et respect des conditions de travail.

C'est pourquoi, FO-DGFIP 29 a boycotté le CTPL du 10 décembre et boycotté le CTPD du 14 décembre afin de dénoncer l'aveuglement de cette politique d'emplois.

FO-DGFIP 29 demandent également aux agents de signer massivement les pétitions contre les suppressions d'emplois.

La délégation **FO-DGFIP 29** a souhaité également faire le point sur le dossier des SIP, et notamment sur la mise en place des 4 SIP Brestois au 1^{er} juillet 2010. Si la date du 1^{er} juillet semble être la moins mauvaise échéance, nous avons tenu à souligner notre vigilance sur la question immobilière, car dans la précipitation de ces projets, vitrines de la fusion, il est à craindre que les installations des agents anticipent la fin des travaux.

Sur ce point le TPG et le DSF, ont indiqué que début mars les étages réservés aux SIP de Brest devraient être prêts et que la fin du 1^{er} semestre devrait permettre la finalisation des installations.

Nous avons également attiré l'attention sur la nécessité d'aboutir rapidement à la meilleure concertation sur la question de la constitution des équipes recouvrement et du calibrage de l'équipe en charge de l'accueil généraliste.

Ces projets SIP sont très désorganisant pour les services, et les agents doivent pouvoir bénéficier de toute la lisibilité suffisamment en amont du démarrage des nouvelles structures.

Nous l'avons demandé à la Direction locale qui s'est engagé à apporter d'ici la fin d'année des réponses concrètes sur l'organisation des équipes et leur encadrement.

Concernant les projets Quimpérois plus lointains, le DSF a indiqué que les services de la Filière Fiscale trouveraient une solution globale sur le site de Ty Nay. La priorité est donnée aux travaux devant accueillir le SIP au 1^{er} juillet 2011, et une adjonction de bâtiment devrait permettre l'arrivée des Hypothèques, du cadastre, des Brigades et DIRCOFI d'ici fin 2012.

La délégation **FO-FGFIP 29** est revenue également sur le dossier DLU source d'inquiétudes pour les agents exerçant en Direction à Brest et à Quimper.

S'il ne semble plus faire de doute que le DDFIP sera installé à Quimper, des questions se posent encore sur l'organisation des Services Transverses et Recouvrement.

Le TPG et le DSF ont confirmé que les propositions faites à la Direction Générale maintenaient les deux pôles gestion publique et gestion fiscal sur Brest et Quimper.

Si le pôle ressource (budget logistique et RH) devra à terme se constituer près du DDFIP, le maintien d'antennes a été proposé sur Brest ; cela vaut également pour la partie animation du recouvrement.

Les responsables départementaux nous ont indiqué ne pas connaître la date d'installation du futur DDFIP dans le Finistère.

Même si le TPG et le DSF respectent les cadrages nationaux de mise en place des Directions Uniques, nous resterons vigilants sur l'ensemble des projets en cours.

Dans cette optique, nous appelons tous les personnels à nous rejoindre pour peser sur les décisions et établir le rapport de force nécessaire pour faire aboutir nos revendications.



Bulletin d'adhésion

NOM : PRÉNOM :

GRADE : QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL :%

AFFECTATION :

déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O.-DGFIP)

Fait à le
(signature)

66 % de la cotisation syndicale est déductible du montant de l'impôt sur le revenu